

Article 31 du Règlement

Le gouvernement du Canada, le Parti libéral du Canada, le Nouveau Parti démocratique du Canada, les premiers ministres des 10 provinces canadiennes et leaders des Territoires du Nord-Ouest et du Yukon, les autochtones, le gouvernement du Nouveau-Brunswick, le Parti conservateur du Nouveau-Brunswick, le Nouveau parti démocratique du Nouveau-Brunswick et la majorité des citoyens et citoyennes de ma province sont tous d'accord pour garantir l'égalité des deux communautés linguistiques officielles de ma province.

Est-ce que le gouvernement du Canada, en collaboration avec le gouvernement du Nouveau-Brunswick, peut confirmer aujourd'hui qu'il va aller de l'avant avec l'enchâssement de la loi 88, qui serait le plus beau cadeau de Noël que l'on pourrait offrir aux Acadiens et Acadiennes du Nouveau-Brunswick depuis 1755?

* * *

[Traduction]

LA VIOLENCE

Mme Barbara Sparrow (Calgary-Sud-Ouest): Monsieur le Président, les 12 et 13 novembre, le ministre de la Santé nationale et du Bien-être social, la ministre responsable de la situation de la femme, plusieurs de mes collègues et le président du Conseil de recherches en sciences humaines ont annoncé la création de cinq centres de recherche sur la violence familiale et la violence contre les femmes.

Ce nouveau réseau, financé à parts égales par Santé et Bien-être social Canada et le Conseil de recherches en sciences humaines, permettra la création de nouveaux partenariats parmi les travailleurs de première ligne, les groupes communautaires et, bien sûr, les chercheurs.

Les centres qui seront agréés par un comité indépendant auront leurs sièges à l'Université du Nouveau-Brunswick, à l'Université Western Ontario, aux universités de la Colombie-Britannique et du Manitoba, à l'Université de Montréal et à l'Université Laval à Québec.

• (1410)

La recherche pratique sur les causes profondes de la violence familiale et de la violence contre les femmes aidera les Canadiens à trouver une solution à ces problèmes préoccupants et de plus en plus répandus dans notre société.

* * *

L'ÉCONOMIE

L'hon. Charles L. Caccia (Davenport): Monsieur le Président, les faits contredisent quotidiennement les pré-

visions économiques de ce gouvernement. Le rythme des fermetures d'usines s'accélère de jour en jour. La file des chômeurs s'allonge. Le désespoir des Canadiens ordinaires s'accroît.

Malgré cela et même devant une très grave récession, les politiques gouvernementales sont établies par des comptables convaincus qu'il faut comprimer les dépenses ainsi que par des politiciens qui se fient au marché et à la bonne volonté des entreprises. Ce gouvernement oublie que les statistiques sur le chômage font état d'être humains qu'on abandonne de plus en plus à leur sort.

Et cette crise est nulle part aussi grave que chez les jeunes du Canada. Le chômage est la seule perspective pour les jeunes qui rêvent d'une vie productive; leur réalité est celle du cercle vicieux où l'expérience antérieure est un préalable essentiel à l'emploi; l'aide sociale est leur seule autre possibilité.

On doit offrir aux jeunes de l'espoir et une possibilité équitable d'accès à un emploi convenable. Nous devons d'urgence accorder la priorité à la création d'emplois, à l'amélioration du système d'éducation, de formation et d'apprentissage ainsi qu'à la possibilité d'emploi pour les jeunes.

Un million et demi de Canadiens attendent; nous ne devons pas perdre une seule seconde.

* * *

L'INDUSTRIE AÉRIENNE

M. Ken Hughes (MacLeod): Monsieur le Président, l'industrie aérienne est en difficulté à l'échelle mondiale et c'est aussi le cas au Canada.

Les employés des Lignes aériennes Canadien International Ltée ont engagé de 5 à 9 p. 100 de leur salaire pour les trois prochaines années afin de sauvegarder leurs emplois et leur compagnie dans le contexte d'une industrie où la concurrence est féroce.

Cet engagement innovateur est admirable. J'encourage le Cabinet à appuyer les employés de Canadien International en leur accordant des garanties d'emprunts. Il est essentiel que l'industrie aérienne canadienne soit concurrentielle.

J'encourage aussi Air Canada et Canadien International à poursuivre leur travail, à élaborer ces partenariats internationaux dont il est question et à continuer de bien servir les voyageurs canadiens, comme nous savons qu'elles peuvent le faire.